

// le dossier juridique

Allocation de solidarité aux personnes âgées

Revalorisation de l'Aspa et du minimum vieillesse au 1^{er} janvier 2019

L'Aspa est une prestation mensuelle accordée aux retraités ayant de faibles ressources, s'ajoutant, dans une certaine limite, à leurs revenus personnels. De 2018 à 2020, elle fait l'objet d'un plan de revalorisation exceptionnelle. Aussi, après avoir été revalorisée au 1^{er} avril 2018, elle l'est à nouveau au 1^{er} janvier 2019, une nouvelle hausse étant prévue en janvier 2020. Depuis le 1^{er} janvier 2019, l'allocation atteint 868,20 € par mois pour une personne seule – soit une hausse de 35 € – et 1 347,88 € pour un couple.

L'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) est une prestation unique, créée pour remplacer différentes aides qui composaient le **minimum vieillesse** jusqu'au 31 décembre 2005 (*Ord. n° 2004-605 du 24 juin 2004*). Notons que ce dernier reste en vigueur pour les personnes qui le percevaient antérieurement, sauf décision contraire de leur part (*v. la deuxième partie de ce dossier*).

Le **mode de revalorisation** de l'allocation de solidarité aux personnes âgées a évolué depuis le **1^{er} avril 2017** en vertu des lois de financement de la sécurité sociale et de finances pour 2016, pour se baser sur l'**évolution moyenne annuelle** sur les 12 derniers mois des indices mensuels des **prix** (hors tabac), sans correctif entre inflation prévisionnelle et inflation constatée.

Pour la période **2018-2020**, ce mode de revalorisation est toutefois **écarté** au profit d'une **revalorisation exceptionnelle** actée par la LFSS pour 2018 et mise en œuvre par le décret n° 2018-227 du 20 mars 2018, conformément aux engagements présidentiels. Ainsi, après une 1^{re} hausse exceptionnelle de 30 € par mois au 1^{er} avril 2018, l'augmentation se poursuit, et l'allocation a été revalorisée de 35 €, pour atteindre **868,20 € par mois** au 1^{er} janvier 2019 pour une personne seule. Une nouvelle augmentation interviendra au 1^{er} janvier 2020.

Selon les dernières statistiques connues, la Cnav dénombrait **455 651 bénéficiaires** de pensions assorties du minimum vieillesse versées par le régime général de sécurité sociale au 31 décembre 2018.

À NOTER Lors de la présentation de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté le 13 septembre 2018, Emmanuel Macron a confirmé qu'un chantier

de refonte des minima sociaux serait lancé, conformément à son programme présidentiel. Un revenu universel d'activité serait créé qui regrouperait « le plus grand nombre de prestations sociales, du RSA aux APL ». Ce revenu serait « incitatif à l'activité puisque chaque euro gagné par [le] travail se traduira par une augmentation du revenu disponible ». Ses bénéficiaires seraient soumis à « des droits et des devoirs supplémentaires », en contrepartie d'un « droit à être aidé et accompagné ».

1 L'Aspa

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ATTRIBUTION

L'Aspa est une **prestation** vieillesse de nature **non contributive** (attribuée sans contrepartie de paiement de cotisations sociales). Elle est **versée** à partir du **premier jour du mois** qui suit la date de réception de la **demande** et, de manière subsidiaire (les intéressés doivent faire valoir en priorité leurs droits en matière d'avantages vieillesse de nature contributive), sous conditions (*CSS, art. L. 815-1*):

- d'âge;
- de résidence;
- de ressources.

➤ Condition d'âge

L'allocation de solidarité aux personnes âgées est versée aux personnes âgées de **au moins 65 ans** (*CSS, art. R. 815-1 et R. 815-33*).

En revanche, pour les personnes inaptes au travail, les anciens déportés ou internés, les anciens combattants, les mères de famille ouvrières et les travailleurs handicapés, l'âge minimum pour bénéficier de l'Aspa est l'**âge**

légal de départ à la **retraite**. En application de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014, cette disposition s'applique également, depuis le 1^{er} janvier 2015, aux assurés justifiant d'une **incapacité permanente** au moins égale à **50 %**, soit l'ensemble des bénéficiaires de l'**AAH** (allocation aux adultes handicapés).

■ Condition de résidence

Le demandeur doit résider de façon **stable et régulière** en **France** (en métropole, dans les DOM, mais également à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy; *CSS, art. L. 815-1*). À l'exclusion des bénéficiaires des règlements communautaires, des réfugiés, des apatrides, des bénéficiaires de la protection subsidiaire et des personnes de nationalité étrangère ayant combattu, sous certaines conditions, pour la France, les **étrangers** doivent être titulaires depuis au moins **dix ans** d'un **titre de séjour** autorisant à travailler (*CSS, art. L. 816-1 et s.*). La possession d'un titre de séjour depuis au moins dix ans peut être attestée par les **périodes d'assurance vieillesse acquises** par la personne. À cet égard, la Caisse nationale d'assurance vieillesse a précisé que, pour qu'une année soit validée par cette solution, le relevé de carrière doit comporter, pour la ou les années correspondantes, au moins un trimestre d'assurance ayant donné lieu à cotisations à la charge de l'assuré et/ou au moins un trimestre assimilé acquis en contrepartie d'un revenu de remplacement faisant suite à une activité salariée (*Circ. Cnav n° 2018-6 du 7 mars 2018, v. l'actualité n° 17531 du 15 mars 2018*).

■ Conditions de ressources

Pour prétendre à l'Aspa, le demandeur doit disposer de **ressources ne dépassant pas**, depuis le **1^{er} janvier 2019** (*CSS, art. L. 815-9 et D. 815-2*):

– **868,20 € par mois** (10 418,40 € par an) pour une personne seule ;

– **1 347,88 € par mois** (16 174,59 € par an) pour un couple marié, en concubinage ou lié par un Pacs.

Pour apprécier les ressources du foyer, il est tenu compte de l'**ensemble des revenus** (ressources des trois mois précédant la date d'effet de l'Aspa) de la personne seule ou du couple, y compris les pensions de vieillesse et invalidité (de droit direct et de réversion), à l'**exception** :

– des revenus expressément exclus inscrits à l'article R. 815-22 du Code de la sécurité sociale : valeur des locaux d'habitation occupés à titre de résidence principale, valeur des bâtiments de l'exploitation agricole, **prestations**

familiales, retraite du combattant, pensions attachées aux distinctions honorifiques, etc. ;

– des ressources « exclues par des dispositions particulières adoptées depuis l'origine des allocations non contributives », notamment par circulaires et lettres ministérielles (*Circ. Cnav n° 2007-15 du 1^{er} février 2007*). C'est notamment le cas de l'**allocation logement**.

Précisons que le bénéficiaire de l'Aspa doit informer l'organisme qui lui verse l'allocation de tout changement dans ses ressources, sa situation familiale ou sa résidence (*CSS, art. R. 815-38*).

MONTANT DE L'ASPA

L'allocation est de nature **différentielle**. Elle est versée en **totalité** si les ressources ne dépassent pas :

– le **quart du plafond annuel** sur le **trimestre** précédant la date d'effet de l'Aspa ;

– ou le **plafond annuel** sur les **12 mois** précédant cette même date d'effet.

En cas de **dépassement** de ces limites, le montant de l'Aspa est égal à la **différence** entre le montant du **minimum** de ressources **garanti** aux personnes âgées et le montant des **ressources** du foyer (*CSS, art. L. 815-9 et R. 815-29*).

Le **montant maximal** de l'Aspa est, depuis le 1^{er} janvier 2019, porté à :

– **868,20 € par mois** (10 418,40 € par an) pour une personne seule ;

– **1 347,88 € par mois** (16 174,59 € par an) pour un couple (marié, concubin ou pacsé), lorsque les deux membres bénéficient de l'Aspa.

Ces montants seront revalorisés, de façon exceptionnelle également en 2020, comme prévu par la LFSS pour 2018, dans les conditions prévues par le décret n° 2018-227 du 30 mars 2018. Ainsi, le montant maximal de l'Aspa pour une personne seule atteindra 903,20 € par mois au 1^{er} janvier 2020, ce qui correspond à une nouvelle augmentation de 35 € par mois.

En outre, précisons que l'article 40 de la LFSS pour 2018 a prévu d'accompagner cette revalorisation exceptionnelle, par la mise en place d'un **abattement de 15 %** des montants maximaux de l'**Aspa**, mais aussi de l'allocation supplémentaire invalidité (**ASI**), de l'allocation aux adultes handicapés (**AAH**) et de l'allocation supplémentaire vieillesse (**ASV**) pris en compte dans l'**appréciation** des revenus pour l'**éligibilité** à la **CMU-C** et de l'**ACS**. Le dispositif doit permettre d'éviter une exclusion du droit à la CMU-C et à l'ACS, qui sont accessibles sous condition de ressources. Les modalités de calcul de cet abattement ont été détaillées par un arrêté du 24 avril paru au *Journal officiel* du 27 avril 2018, tandis qu'une circulaire du 20 avril est venue préciser les montants de cet abattement. Ainsi, le montant de l'abattement sur l'Aspa (mais aussi l'ASV) est fixé pour une personne seule à 57 € sur le montant des prestations versées au titre des mois de janvier 2019 jusqu'à mars 2019.

Lorsque les deux conjoints, concubins ou partenaires de Pacs bénéficient de cette allocation ou de l'ASV, les montants sont portés à 88 € sur le montant des prestations au titre des mois de janvier 2019 jusqu'à mars 2019 (*Arr. du 24 avril 2018, JO 27 avril, NOR : SSAS1811630A, Instr. intermin n° DSS/2A/2018/107 du 20 avril 2018*).

Les montants des abattements qui interviendront à partir du 1^{er} avril 2019 seront actualisés par voie de circulaire.

À NOTER Les sommes versées au titre de l'Aspa sont récupérables au décès de l'allocataire sur sa succes-

CUMUL ASPA ET REVENU D'ACTIVITÉ

Depuis le 1^{er} janvier 2015, les bénéficiaires de l'Aspa peuvent **cumuler** leur allocation avec les revenus tirés d'une **activité réduite** dans certaines limites. En effet, un abattement est appliqué sur les revenus professionnels mentionnés à l'article R. 815-24 du Code de la sécurité sociale (*CSS, art. R. 815-29*). Ainsi, lorsque la personne est seule, ses revenus professionnels font l'objet d'un **abattement forfaitaire** égal à **0,9 fois** la valeur du **Smic** mensuel (soit **1 369,09 €** pour 2019), tandis que lorsque la personne est en couple, les revenus professionnels du foyer font l'objet d'un abattement forfaitaire égal à **1,5 fois** la valeur du **Smic** mensuel (soit **2 281,82 €** pour 2019). Par conséquent, la part de revenu qui dépasse cet abattement réduit le montant de l'Aspa versé. Précisons que cet abattement s'opère sur les revenus trimestriels du ou des demandeurs ou bénéficiaires de l'allocation.

sion, si l'actif net de la succession dépasse 39 000 €. La récupération s'exerce dans la limite d'un montant fixé par année en fonction de la composition du foyer, soit en 2019 6 939,60 € pour une personne seule et 9 216,99 € pour un couple de bénéficiaires (CSS, art. L. 815-13).

PRESTATIONS LIÉES À L'ASPA

L'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS) servait auparavant de référence pour le calcul de diverses allocations, telles que les pensions de veuves de guerre ou l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). L'Aspa s'y est substituée.

► Pensions de veuves de guerre

Les **veuves de guerre**, titulaires d'une **pension** servie au titre du premier alinéa de l'article L. 51 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, peuvent **prétendre** au bénéfice de l'**Aspa** si elles ne relèvent ni d'une organisation autonome d'allocation vieillesse, ni d'un régime de vieillesse de sécurité sociale, et si le total de leurs **ressources annuelles** n'excède pas le montant annuel de la pension de veuve de soldat au taux spécial prévu au premier alinéa de l'article L. 51 (soit **9 854,90 €** depuis le 1^{er} avril 2017), augmenté du montant de l'allocation de solidarité aux personnes âgées revalorisé au 1^{er} janvier 2019 (CSS, art. R. 815-26).

Les **plafonds** de ressources annuelles opposables aux veuves de guerre pour l'examen de l'Aspa s'élèvent ainsi à **20 273,30 €** depuis le 1^{er} janvier 2019.

► Allocation personnalisée d'autonomie : sommes minimales laissées à disposition

Le montant de l'allocation de solidarité aux personnes âgées sert par ailleurs de référence pour le calcul de certaines sommes liées au versement de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA).

Au **1^{er} janvier 2019**, la **somme minimale** laissée à la libre disposition du bénéficiaire de l'APA accueilli en **établissement** atteint **104 € par mois** (10 418,40 € x 1 %). De même, la somme minimale laissée à la disposition du **conjoint**, concubin ou personne avec laquelle un Pacs a été conclu, restant à **domicile**, est égale au montant de l'Aspa pour une personne seule, soit **868,20 € par mois** (CASF, art. L. 232-9 et L. 232-10).

2 Le régime antérieur : le minimum vieillesse

Créé en 1956 pour garantir un revenu minimal à toute personne âgée d'au moins 65 ans (60 ans en cas d'incapacité) et dont les ressources sont inférieures à un certain seuil, le minimum vieillesse demeure **alloué** aux **personnes qui en bénéficiaient avant le 1^{er} janvier 2006** ou pendant la période transitoire (du 1^{er} janvier au 31 décembre 2006) et qui n'ont **pas demandé à bénéficier** de l'Aspa.

Si l'ancienne allocation a pris effet **avant** le 1^{er} janvier **2006**, l'intéressé peut y **renoncer à tout moment** pour bénéficier de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, sa décision étant alors irrévocable. En revanche, si elle a pris effet en 2006, la personne qui souhaitait basculer dans le nouveau dispositif devait en faire la demande avant le 31 décembre 2007.

ALLOCATION SUPPLÉMENTAIRE D'INVALIDITÉ

Les assurés atteints d'une **invalidité d'au moins deux tiers**, qui ne remplissent pas la condition d'âge pour prétendre à l'Aspa, titulaires d'un avantage viager servi au titre de l'assurance invalidité ou vieillesse (retraite anticipée pour pénibilité, par exemple), peuvent bénéficier de l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI).

Du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019, le montant annuel maximum de l'ASI est fixé à **4 913,20 €** pour une personne seule et à **8 107,54 €** pour un couple. Les plafonds de **ressources** annuels sont respectivement de **8 542,33 €** pour une personne seule et de **14 962,52 €** pour un couple marié, concubin ou pacsé.

ALLOCATION DE BASE

► Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)

Le premier étage du minimum vieillesse est constitué par l'AVTS. Cette allocation – visée à l'article L. 814-2 ancien du Code de la sécurité sociale – n'est **pratiquement plus attribuée** depuis la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975, puisqu'un seul trimestre d'assurance vieillesse ouvre droit au minimum contributif.

À quoi correspond-elle ? Les personnes qui ont droit à une pension directe ou de réversion peuvent percevoir une **majoration de pension** dénommée communément « majoration article L. 814-2 », pour la porter au niveau du montant de l'AVTS. De même, celles qui n'ont pas de droit acquis dans un régime de retraite peuvent percevoir une allocation spéciale vieillesse (ASV) d'un montant égal à celui de l'AVTS (CSS, ancien art. L. 814-1). Est également susceptible d'être augmentée d'un montant égal à l'AVTS la majoration pour conjoint à charge. Le **montant** annuel de l'AVTS en 2019 est de **3 478,80 €** (soit 289,90 € par mois), le plafond de **ressources** correspondant étant fixé à :

- **10 418,40 € par an** pour une personne seule ;
- **16 174,59 € par an** pour un ménage.

Lorsque le total des ressources personnelles du foyer dépasse les plafonds (avantage de base compris), l'allocation est réduite en conséquence.

► Autres allocations

D'autres allocations, qui concernent également peu de bénéficiaires, et dont le régime et le montant sont alignés sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés, sont revalorisées dans les mêmes proportions. Il s'agit de :

- l'**allocation aux vieux travailleurs non salariés** (CSS, ancien art. L. 812-1), versée dans les mêmes conditions que l'AVTS aux travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales, sans ressources suffisantes ;
- l'**allocation aux mères de famille** (CSS, ancien art. L. 813-1), attribuée aux femmes divorcées, séparées, abandonnées ou veuves de salariés, âgées d'au moins 65 ans (60 ans en cas d'incapacité), ne disposant ni de pension de réversion, ni de retraite personnelle, qui ont élevé au moins cinq enfants ;
- l'**allocation spéciale de vieillesse** (CSS, ancien art. L. 814-1), attribuée aux personnes âgées d'au moins 65 ans (60 ans en cas d'incapacité) qui ne relèvent d'aucun régime vieillesse ;
- le **secours viager** (CSS, ancien art. L. 811-11), versé au conjoint survivant de la personne qui percevait ou aurait pu percevoir l'AVTS. Le conjoint survivant doit remplir

des conditions d'âge, de ressources et de durée de mariage (sauf si un enfant est issu du mariage) à la date du décès. Il peut cumuler le secours avec des avantages personnels de vieillesse ou d'invalidité dans la limite de 73 % du montant maximal de la pension de vieillesse du régime général;

– l'allocation viagère aux rapatriés (L. n° 63-628 du 2 juillet 1963), versée aux personnes rapatriées d'au moins 60 ans, si leur dernière activité exercée avant leur retour était une activité salariée (65 ans dans les autres cas), disposant d'un niveau de ressources inférieur au plafond requis pour ouvrir droit à l'allocation supplémentaire du fonds.

ALLOCATION SUPPLÉMENTAIRE DU FONDS DE SOLIDARITÉ VIEILLESSE

Le deuxième niveau du minimum vieillesse est constitué de l'allocation supplémentaire vieillesse du Fonds de solidarité vieillesse (FSV). Cette dernière est versée à la personne résidant en France dès lors que le versement de l'allocation de base ne lui permet pas d'atteindre le niveau

de ressources précité (10418,40 € par an pour une personne seule et 16174,59 € par an pour un ménage).

L'allocation est revalorisée et fixée au 1^{er} janvier 2019 à :
– 578,30 € par mois pour une personne seule (6939,60 € par an) ;

– 768,08 € par mois pour un couple (9216,99 € par an).

MINIMUM VIEILLESSE

Le montant annuel du minimum vieillesse (constitué des deux étages ci-avant mentionnés) est donc, au 1^{er} janvier 2019, de :

– 10418,40 € par an pour une personne seule ;
– 16174,59 € par un an pour un couple.

SOURCES// • D. n° 2018-227 du 30 mars 2018, JO 31 mars • Circ. CNAV n° 2018-6 du 7 mars 2018 • Instr. intermin. n° DSS/2A/2018/107 du 20 avril 2018 • Circ. CNAV n° 2019-3 du 9 janvier 2019 • Circ. CNAV n° 2019-4 du 9 janvier 2019 • Circ. CNAV n° 2019-6 du 15 janvier 2019

 **CONSULTER LES DOCUMENTS SUR :**
liaisons-sociales.fr

 Wolters Kluwer

LIAISONS SOCIALES



LE BARÈME LIAISONS SOCIALES
100 % fiable et résolument pratique, trouvez les chiffres que vous cherchez !

OFFRE 19%⁽¹⁾ de remise



- tous les taux (charges sociales, exonérations)
- toutes les valeurs (smic, barèmes des avantages en nature, IJ maladie...)
- tous les indices du social (prix, chômage, etc.)

Composition de l'abonnement papier (inclut sa version en ligne sur liaisons-sociales.fr)

- 4 numéros
- La version numérique mise à jour en continu

> Existe également en abonnement en ligne seul sur liaisons-sociales.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

À retourner à l'adresse suivante: Wolters Kluwer France
Service Client - CP 402 - 14, rue Fructidor 75814 Paris Cedex 17
E-mail : contact@wkl.fr - ☎ N°Cristal 09 69 39 58 58

☐ **OUI**, je souhaite m'abonner au barème Liaisons Sociales

Version	Réf.	Prix HT	TVA	Tarif TTC ⁽¹⁾
<input type="checkbox"/> En ligne seule	LS110	148 €	20 %	177,60 €
<input type="checkbox"/> Papier (version en ligne incluse)	LR010	164 € au lieu de 202 €	2,1 %	167,44 € au lieu de 206,24 €

☐ Mme ☐ M. 002718 011

Nom*/Prénom* : _____

Fonction : _____

Service* : _____

Raison sociale* : _____

Adresse* : _____

Code postal* : _____ Ville* : _____

Tél : _____ Mobile : _____ Fax : _____

E-mail* : _____

N° Siret : _____

Code NAF : _____ ☐ Siège ☐ Établissement

Nombre de salariés à mon adresse : _____

☐ Je règle par virement sur le compte de
Wolters Kluwer France. IBAN : FR76 30003
03620 00020142228 17 / BIC : SOGEFRPP
Et je recevrai une facture acquittée.

☐ Je réglerai à réception de facture.

Date, signature et cachet

La signature de ce bon de commande emporte adhésion des conditions générales de vente consultables sur www.wkl.fr.

⁽¹⁾ Offre valable uniquement pour tout nouvel abonnement au barème Liaisons Sociales sur le prix d'achat au numéro jusqu'au 31 décembre 2019 et non cumulable avec une autre offre en cours.
TVA de 21%. Les tarifs indiqués sont valables au 01/01/2019 franco de port et d'emballage sous réserve d'une modification du taux de TVA applicable au moment de la commande. Pour tout envoi hors de France métropolitaine, une majoration est prévue sur le prix HT de 10% pour l'Europe et les DOM-COM et de 20% pour les autres pays. Les abonnements sont automatiquement renouvelés d'une année sur l'autre sauf avis contraire de votre part signifié 2 mois avant la date d'échéance.

☐ En cochant cette case, je m'oppose à recevoir par courrier électronique des offres commerciales et des informations personnalisées de la part de Wolters Kluwer France.

☐ En cochant cette case, j'accepte de recevoir par SMS des offres commerciales et des informations personnalisées de la part de Wolters Kluwer France.
Wolters Kluwer France met en oeuvre des traitements de données à caractère personnel ayant pour finalité le traitement de votre demande et des opérations commerciales. Les informations comportant un astérisque sont obligatoires pour ce traitement. Vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'un droit à la portabilité de vos données, d'un droit d'opposition au traitement ainsi que du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle. Pour plus d'informations sur vos données et vos droits, merci de consulter notre politique de confidentialité sur notre site : www.wkl.fr/donnees-personnelles.

 Wolters Kluwer

Wolters Kluwer France, SAS au capital de 75 000 000 €
TVA FR 55 480 081 306 - SIREN 480 081 306 RCS Paris.